



Communiqué de presse

Rémunérations des personnels la fonction publique : l'urgence de mesures salariales ambitieuses

La FSU, avec l'ensemble des organisations syndicales, a claqué la porte du groupe de travail sur les carrières et les rémunérations.

En effet, le ministre David Amiel a ouvert la réunion en annonçant que des mesures immédiates étaient exclues et sans rien proposer d'autre que des discussions destinées à préparer l'après présidentielle. Cette nouvelle fin de non-recevoir est inacceptable !

La FSU a exigé :

- des mesures d'urgence face à l'augmentation du prix de l'énergie et de l'inflation ;
- des mesures immédiates de rattrapage du pouvoir d'achat notamment par le dégel du point d'indice ;
- un plan pluriannuel de revalorisation des grilles pour les catégories A, B et C, accompagné de mesures indiciaires pour toutes et tous.

La FSU a dénoncé une politique volontaire de déclassement salarial de la Fonction publique, et de mesures vexatoires de réduction des droits dont tous et toutes les agent-es font les frais, singulièrement les femmes et les malades. Le gouvernement organise ainsi l'affaiblissement prolongé de la Fonction publique, preuve de son mépris pour ce qui relève de l'intérêt général.

La FSU demande depuis des mois l'ouverture de discussions sur les salaires et les carrières des agent-es de la Fonction publique. Les propos hors sol du ministre ne lui feront pas en rabattre sur ses prétentions. Il n'est pas question d'enjamber l'année 2026 et les mois qui nous séparent de l'élection présidentielle.

La FSU exige que de véritables négociations soient programmées et conduisent à des décisions dès 2026, notamment le dégel de la valeur du point d'indice, première étape d'un plan pluriannuel, aboutissant à l'attribution uniforme de 80 points sur l'ensemble de la grille indiciaire, combinée à une revalorisation d'au moins 20 % de la valeur du point d'indice et à son indexation sur l'indice des prix à la consommation.

C'est une urgence sociale et démocratique au regard du rôle des agent.es de la fonction publique dans les périodes de crise économique, sociale, et écologique. Il est temps de rompre avec ces 10 ans de cadeaux aux plus fortunés et d'appauvrissement de celles et ceux qui œuvrent au service de la population.

La FSU appelle les agent-es de la Fonction publique à se mobiliser massivement le 1er mai pour les droits des travailleuses et de travailleurs et pour les salaires.